

OCTOBRE 22, 2018

**MANIFESTE DE BUENOS AIRES - RECYCLEURS ET RECYCLEUSES MOBILISÉS:
NOUS DEVONS RÉSISTER!**

Nous, recicladores, cartoneros, waste pickers, carreros, biffins, catadores, récupérateurs, nous sommes réunis à Buenos Aires dans le cadre d'un échange international avec des représentants du monde entier. Nous y avons prolongé le processus de dialogue et de renforcement du mouvement syndical. Nous avons appris à nous connaître, avons débattu pour arriver à un consensus autour des thématiques qui nous importent. Nous avons établi des lignes directrices pour agir à l'échelle mondiale, tant pour la reconnaissance de nos métiers que pour la défense de nos droits, qui passe par la rémunération de nos activités.

Ces dernières années s'est développé un système qui exclut, détruit et rejette sans relâche. A ce constat s'ajoute celui de l'offensive néolibérale, qui, dans de nombreux pays, compromet autant nos droits que notre liberté. Cela met en danger l'environnement et nos propres vies. C'est l'essor effronté de la culture du rejet qui ne fait rien d'autre que glorifier le dieu Argent.

Au cours de cette rencontre, nous avons partagé nos expériences de vie et de résistance, face aux menaces communes. Nous avons mentionné la progression des entreprises de gestion des déchets qui cherchent à privatiser le secteur ; des fabricants de matériaux de conditionnement et d'emballages qui ne reconnaissent pas notre travail et génèrent des objets difficilement recyclables. Ces acteurs, avec l'appui de leur gouvernement, défendent des lois qui nous excluent des circuits de valorisation. Au-delà de l'exclusion toujours plus importante, notre rôle dans les différentes étapes de la gestion des déchets (de la création, collecte, transport, traitement, valorisation, jusqu'à leur élimination finale) n'est pas reconnu. Tout ceci a entraîné le recul, voire la négation, des droits que nous avons conquis comme l'accès aux matériaux recyclables, la liberté de circulation, la libre association, la rémunération et le droit d'évoluer socialement, techniquement et économiquement en tant qu'individus et syndicat.

Par ailleurs, nous faisons le constat de situations perverses comme la fermeture de décharges, sans aucune autre alternative pour nos camarades qui y travaillent ou vivent ; de décisions politiques qui pénalisent le développement de nos activités, en interdisant ou criminalisant notre travail. Tout cela génère de l'anxiété, conduit au déplacement (volontaire ou forcé) et à la paupérisation de nous autres travailleurs, qui depuis des centaines d'années entreprenons de manière autonome, légale et honnête dans ces métiers que nous avons créés pour pouvoir subvenir quotidiennement aux besoins de nos familles, tout en luttant pour avoir un toit, l'accès à la terre et du travail.

Les connivences entre les entreprises et les gouvernements protègent les intérêts des premières en accroissant leurs profits et donc les inégalités dans notre société. De la même façon, l'exclusion et la criminalisation de nos métiers conduisent à

l'augmentation de la pollution et de la faim.

En outre, et comme nous l'avons déjà signalé, nous percevons l'échec de l'Etat à garantir les droits de chaque citoyen, comme le montre la perte des maigres droits que nous avons conquis ces dernières années. Nos leaders se retrouvent, dans le même temps, persécutés et leur vie menacée.

Les accords formulés pendant la rencontre sont les suivants :

- Nous refusons la fermeture de décharges sans la création d'alternatives réelles, sûres et issues de consultation, pour les camarades recycleurs qui y travaillent ou y habitent.

- L'Etat doit nous garantir la possibilité de nous constituer en organisation sans faire de distinction entre les travailleurs de la décharge et ceux de la rue, ainsi que le droit de manifester et de protester.

- L'Etat doit reconnaître, protéger et promouvoir notre participation effective à la chaîne de gestion des déchets de la collecte à l'élimination totale, en passant par le transport, le traitement, la valorisation, tout en assurant les conditions de sécurité et sanitaires de notre travail.

- La reconnaissance inclut, entre autres, la rémunération pour le service public que nous réalisons en permettant le recyclage, et les bénéfices sociaux, environnementaux et économiques qui en découlent.

- La rémunération implique au moins l'accès à un salaire minimum ou équivalent qui est, dans notre cas particulier, justifié par le travail environnemental que nous menons à bien tous les jours.

- En dépit du bienfait de nos actions, nous avons été exclus et nos droits de citoyens et d'être humains ont été niés. Par conséquent, nous exigeons l'accès à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, au logement, à la sécurité sociale et aux loisirs (Terre, Toit, Travail).

- Nous refusons l'incinération parce qu'en plus de polluer dangereusement l'air que nous respirons, elle menace nos moyens de subsistance. Alors que nous fournissons aux industries des matières premières non renouvelables récupérées, l'incinération, elle, conduit à leur destruction. Ainsi, notre travail est écologique, économiquement et socialement durable et respecte les accords internationaux de protection de l'environnement.

- Nous refusons les initiatives liées aux politiques de Responsabilité Sociale des Entreprises ou d'Économie Circulaire qui ne reconnaissent pas et n'intègrent pas notre travail dans la chaîne de gestion des déchets. Une politique adéquate de ce type devra nécessairement apporter une aide économique et logistique à notre travail.

- Dans ce sens, nous demandons que le système de production adapte les

matériaux et les designs de manière à ce que la récupération et le recyclage effectués par nos soins soient facilités.

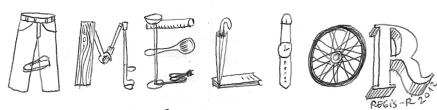
- Nous réclamons l'accès aux informations pertinentes pour mener à bien notre travail et la consultation de nos mouvements et de nos organisations en amont de chaque prise de décision, de mise en place de mesure, loi ou politique publique en lien avec nos métiers. Personne ne sait mieux recycler que nous.

- Nous refusons toute criminalisation, discrimination et ségrégation de notre travail. Les droits conquis, et ceux qui nous restent à conquérir, le seront pour tous nos camarades.

Considérant ces demandes et ces objectifs stratégiques comme la base de notre syndicat, nous, participants, nous engageons à continuer le travail de renforcement de la base et de sa mobilisation pour la défense du travail et la poursuite d'objectifs communs. Nous nous engageons à analyser les menaces qui planent sur nos droits, à nous mobiliser et nous défendre, à proposer des stratégies et des alternatives pour avoir la pleine jouissance des matériaux recyclables et à représenter les intérêts de l'ensemble de nos camarades.

En tant que travailleurs de l'économie populaire, nous recherchons l'organisation commune du secteur (en incluant les vendeurs ambulants, forains, les petits producteurs et les artisans, entre autres...) avec l'objectif de partager nos expériences et d'offrir notre solidarité à tous nos compagnons, face aux intérêts des gouvernements et des grandes entreprises. Nous encourageons la formation de bases fortes et légitimes.

Aucun travailleur sans salaire, aucun travailleur sans droits.



GLOBAL ALLIANCE OF
WASTE PICKERS